Le Quotidien 01-04-08

Gandrange ne serait pas à vendre

ArcelorMittal a démenti avoir reçu des offres de rachat de l'usine et entend apparemment maintenir son plan.

La question de la cession de l'usine de Gandrange (Moselle) «ne se pose pas» et ArcelorMittal «n'a reçu aucune offre» de rachat, a insisté hier une porte-parole du groupe, alors qu'élus et syndicats se mobilisent pour le maintien de l'emploi sur le site.

«Le groupe brésilien Gerdau n'a pas déposé d'offre et plus largement ArcelorMittal n'a reçu aucune offre» de reprise du site, a déclaré cette porte-parole.

La CFDT avait indiqué samedi que le numéro un mondial de l'acier allait confirmer son plan de fermeture partielle de l'usine qui doit aboutir à la suppression de près de 600 emplois sur les 1 100 que compte le site, lors d'un comité d'entreprise le 4 avril.

Dimanche, la municipalité d'Amnéville (Moselle) avait indiqué que le sidérurgiste brésilien Gerdau était candidat à la reprise de l'aciérie.

Le ministère des Finances a confirmé hier cette information, alors que le sidérurgiste brésilien Gerdau affirmait dans le même temps, dans un communiqué, ne pas être intéressé par une reprise du site de Gandrange.

Flippetti invite Juncker à s'impliquer

Pour qu'une reprise de l'usine soit possible, il faut que le groupe veuille vendre.

Or, la restructuration prévue par ArcelorMittal prévoit la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes, mais le groupe compte en revanche conserver le laminoir à couronnes et barres, et le centre de recherches.

En visite dans l'usine début février, Nicolas Sarkozy avait assuré que «l'État était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires» pour maintenir en activité le site, et évoqué un possible scénario de reprise.

«**Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal** (NDLR : le patron indien d'ArcelorMittal, de revenir sur son plan) **et nous investirons avec lui, soit nous trouvons un repreneur et nous investirons avec lui**», avait ajouté le président.

Le sidérurgiste Corus serait lui aussi intéressé par une reprise de Gandrange, tout comme le milliardaire Romain Zaleski, qui a démissionné début mars du conseil d'administration d'ArcelorMittal.

Aurélie Filippetti, députée PS de Moselle, demande l'appui de Jean-Claude Juncker, lui-même fils de sidérurgiste, contre le plan d'ArcelorMittal d'une fermeture partielle de son usine de Gandrange (Moselle), estimant que Nicolas Sarkozy se contente d'«effets d'annonce» et d'«une intervention a minima».